

# LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

## Concertation politique : les recommandations seront traduites en lois !

**LE** chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, a loué hier au palais de la la présidence de la République l'esprit de consensus qui a prévalu tout au long de ces retrouvailles politiques dont il a clos officiellement les travaux. Prenant l'engagement de traduire en lois les conclusions de ces assises, il a annoncé, dans la foulée, la création d'un comité de suivi de ces actes.

Jonas OSSOMBEY  
Libreville/Gabon

**L**E pari de l'organisation de la concertation politique en dix jours a été tenu. Hier, le palais de la présidence de la République a prêté son cadre à la cérémonie officielle de clôture par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, en présence du gotha politique national, des institutions et du corps diplomatique. Le rapport final, les discours des co-présidents majorité et opposition et l'allocution du président de la République ont constitué la trame de ce clap de fin.

Si les autres intervenants ont mis l'accent sur le contenu desdits travaux et les modalités du consensus ayant prévalu, le chef de l'Exécutif aura pris l'engagement de traduire en lois leurs recommandations, tout en annonçant la mise en place d'un comité de suivi de celles-ci. "Comme je m'y étais engagé, les

propositions formulées seront, dans le strict respect des règles, retranscrites dans notre droit positif, sous forme de lois ou autres", a-t-il indiqué. Et pour assurer de l'effectivité de cette formalisation, il a informé de la création d'un comité de suivi dont la mission sera de veiller sur la prise en compte de toutes les propositions sans modification aucune. Cet engagement tient de ce que, selon lui, la politique est "une manière de créer du consensus pour façonner un avenir en commun". Soutenant que cette concertation en est la parfaite illustration.

En outre, Ali Bongo Ondimba a loué le respect des consignes par les participants à ce conclave dont le but était de définir "les bases de la préparation de scrutins aux lendemains apaisés". Pour lui, toutes les directives ont été respectées. Notamment celle de boucler en dix jours les travaux afin de laisser le temps

nécessaire au gouvernement et au Parlement de faire leur part du travail et de permettre aux élections générales à venir de se tenir dans les délais requis. Tout comme la consigne de se focaliser sur les questions électorales. Tant les "sujets économiques et sociaux donneront bientôt lieu à une autre concertation".

C'est dire qu'à la suite des discussions politiques, les acteurs de la société civile et les opérateurs économiques seront appelés à se réunir pour débattre de la croissance et du développement du pays. A l'image des politiques, le consensus devra être trouvé par ces différents acteurs afin de parvenir à l'élaboration des mécanismes favorisant l'amélioration des conditions de vie des populations, à travers une réponse appropriée à leurs difficultés.

Le président de la République s'est également félicité du pragmatisme dont ont fait montre



Photo: DR

**Le président de la République entouré des représentants des deux ca**

les politiques. La formulation des "propositions concrètes, pragmatiques et opératoires" était une de ses exigences. L'objectif étant de montrer que la classe politique gabonaise "sait

se rassembler en cas de nécessité. Quand l'intérêt supérieur de la nation l'impose". De ce fait, il a estimé que ces conclusions sont le fruit de concessions, et frappées du sceau du respect mutuel

## "Faire mentir l'oracle"

J.KOMBILE MOUSSAVOU  
Libreville/Gabon

**C**O-PRÉSIDENT de l'opposition, Séraphin Akure Davain, s'est satisfait hier, au palais de la présidence de la République, du déroulement des travaux de la concertation politique. Tout en exhortant le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, à faire en sorte que les recommandations et propositions consensuelles émanant de ces assises ne connaissent pas le même sort que celles issues de précédentes rencontres du même genre.

"Faites mentir l'oracle qui



Photo: DR

annonce l'échec et l'inutilité de nos travaux", a-t-il clamé. Ce d'autant plus que, a-t-il fait valoir, l'opprobre pourrait être jeté sur les délégués de l'opposition ayant pris part aux travaux. Lesquels, à tort ou à raison, pourraient se voir taxés par certains de "naïfs et de traîtres".

Bref, aux yeux du président honoraire des Démocrates (LD), il importe, plus que tout, de traduire réellement en actes législatifs et réglementaires les conclusions auxquelles les quatre-vingt délégués sont parvenus de manière consensuelle, à l'esplanade du ministère de la Défense nationale, pendant

dix jours. C'est dire que, selon lui, toute autre attitude pourrait contribuer à rompre "la relation de confiance empreinte de courtoisie et de respect mutuel" qui s'est nouée entre l'opposition et la majorité durant les travaux. Une relation qui augure, d'une certaine manière, des lendemains électoraux apaisés et paisibles. Et qui dénote une volonté commune de la classe politique dans son ensemble, de contribuer à l'amélioration et à la modernisation du processus électoral dans notre pays. Une ambition soutenue par l'écrasante majorité des Gabonais et Gabonaises.